

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## Turbulences au sommet

**Le ministère de l'Energie vit, depuis quelques jours, une atmosphère singulière. Les récentes décisions du ministre ont provoqué la colère de certains cadres qui ont décidé de porter cette crise sur la place publique.**

A l'origine de cette situation, une simple convocation, la semaine dernière au cabinet du ministre, du directeur général des hydrocarbures, Mustapha Hanifi. Ce dernier représente également le ministère de l'Energie au sein du conseil d'administration de la Sonatrach.

Le ministre, Salah Khebri, lui reproche sa passivité lors des réunions du conseil d'administration et de ne pas s'opposer à certaines décisions de l'organe exécutif de la Sonatrach. Hanifi répond sèchement que son rôle est d'appuyer le groupe pétrolier dans son plan de développement et qu'il n'a nullement l'intention de prendre part à la guerre menée par le ministère contre la Sonatrach.

Les esprits s'échauffent à tel point que le directeur général hydrocarbures décide de quitter le bureau du ministre sans la permission de ce dernier. Aussitôt, le ministre de l'Energie prend la décision de le relever de ses fonctions de directeur général et de le remplacer dans ce poste par un autre cadre du ministère, Youcef Ourradi. Ce dernier hérite également du mandat d'administrateur dans le conseil d'administration de la Sonatrach.

## Nominations en cascade

La semaine dernière aura été riche en rebondissements au sein du ministère. En une journée, celle du 30 mai, le ministre de l'Energie procède à la nomination de quatre «coordinateurs» dans des postes de directeurs généraux censés être nommés par décrets présidentiels. Il s'agit de la direction générale hydrocarbures, celle du développement des hydrocarbures, celle du transport et de la commercialisation des hydrocarbures et celle de l'électricité, du gaz et des énergies renouvelables.

Pour couronner le tout, le ministre fait appel à une «mécontente» de la Sonatrach pour l'installer au poste de secrétaire générale du ministère.

D'aucuns commentent ces nominations par une intention d'accen-

tuer la guerre menée depuis des mois à la Sonatrach et à la Sonelgaz.

Ce front anti-Sonatrach s'est renforcé par l'adhésion d'un haut cadre du ministère, dont le fils est pilote au niveau du groupe Tassili Airlines. Une enquête interne du groupe a révélé que le fils du chef du cabinet n'a pas obtenu les diplômes nécessaires et que les conditions de son recrutement ne seraient pas légales. La direction de la compagnie aérienne de la Sonatrach a donc décidé de porter cette affaire devant les tribunaux.

## Rébellion ou solidarité ?

La mise à l'écart de Mustapha Hanifi n'est pas restée sans conséquence. Ce dernier a décidé d'en informer les décideurs du pays. D'autant plus qu'il interprète les faits dans une logique de guerre contre la Sonatrach.

Mais, le plus surprenant est surtout l'attitude de son successeur Youcef Ourradi. Ce dernier refuse de procéder à la passation des dossiers et formule une demande de congé.

C'est alors que le secrétaire général du ministère lui transmet, en date du 2 juin, une lettre assez menaçante. «La lecture des mails (...) échangés avec le chef de cabinet et monsieur Hanifi, juste après la formalisation, en interne et en externe, des décisions qui en ont découlé, fait ressortir une fuite de responsabilité, d'une part. Je porte à votre connaissance, d'autre part, que votre demande de congé, quelles qu'en soient les raisons, à partir du 5 juin, adressée à monsieur le Ministre, n'a pas encore reçu son avis», écrit-il.

Après avoir sommé Youcef Ourradi de procéder immédiatement aux passations de dossiers avec Mustapha Hanifi, le secrétaire général adopte un langage plus virulent : «Je vous informe que vous assumez toutes les responsabilités qui découleraient de tout manquement, retard, perturbation dans les



Salah Khebri, ministre de l'Energie.

Photo : Samir Sid

activités HYD et de leurs conséquences et ce, depuis la date d'effet de ladite décision.»

La réponse de Youcef Ourradi est immédiate et sans appel. Par un e-mail, qu'il met en copie à Mustapha Hanifi, et le chef de cabinet Mohamed Bouamama, Ourradi écrit au secrétaire général : «En réponse à votre envoi (...), je vous informe que j'ai toujours assumé mes responsabilités, par conséquent, vos menaces n'ont aucun effet sur moi.» Il ajoute : «Par

ailleurs, je vous confirme que je ne suis en rien concerné par vos décisions et que mon départ à la retraite est un droit inaliénable.» Autrement dit, Ourradi refuse d'assumer le poste de GD HYD, refuse le mandat d'administrateur au conseil d'administration de la Sonatrach et s'acharne surtout à réclamer son droit à la retraite.

Une situation de gravité inédite dans un ministère aussi important que celui de l'Energie.

Mokhtar Benzaki

## LE P-DG DE SONELGAZ L'A LAISSÉ ENTENDRE HIER

## Vers une nouvelle hausse des tarifs de l'électricité

**L'équation est simple : si la Sonelgaz entend mener à terme ses programmes d'investissements déjà engagés et ceux projetés à moyen et long terme pour satisfaire une demande toujours croissante, elle n'a d'autres choix que de prévoir des financements extérieurs, d'une part, et de procéder à l'augmentation des tarifs, d'autre part. C'est ce qu'a laissé entendre, hier, l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la radio nationale, Nouredine Bouterfa, le P-dg de Sonelgaz.**

Il n'est pas évident de satisfaire la demande toujours croissante et mener à bien son programme d'investissements en ces temps d'austérité et de déséquilibre financier dont souffre l'entreprise, a longuement expliqué Nouredine Bouterfa

qui, pour illustrer la difficulté à laquelle fait face son entreprise, dira que celle-ci n'a pu rattraper que 20% de ce déséquilibre financier grâce aux récentes augmentations des tarifs de l'électricité.

La panacée est donc, d'une part, dans une probable nouvelle augmentation, et d'autre part, dans le recours au financement extérieur pour les besoins de son programme d'investissements qui nécessite pas moins de 41 milliards de dollars sur les dix années à venir. A ce titre, le patron de la Sonelgaz a affirmé que rien que pour les deux dernières années écoulées, le groupe a investi 12 milliards de dollars. En tout, sur les cinq dernières années, toujours pour ce qui a trait à la production, la Sonelgaz a augmenté ses capacités de près de 55%, et cela a coûté un investissement de 23 milliards de dollars.

L'urgence est, selon M. Bouterfa, de boucler le programme devant s'étaler à 2019-2020, un programme qui nécessite la mobilisation de 1 300 milliards de dinars. Pour ce faire, la Sonelgaz sera obligée d'aller d'une manière

directe ou indirecte vers des institutions internationales telles que la Banque africaine de développement (BAD) ou la Banque mondiale (BM), ou encore à travers le canal bancaire national, c'est-à-dire que nos banques, «malgré toutes les contraintes», iront chercher des crédits extérieurs qu'elles rétrocéderont à la Sonelgaz, a laissé entendre l'invité de la Chaîne 3.

Quid des créances ? Le montant des factures impayées atteint les 39 milliards de dinars, avance le P-dg de Sonelgaz. Et quand on y ajoute le prix réel de l'électricité et son prix pratiqué, dont l'écart est évalué à 100 milliards de dinars, l'on comprend l'urgence de la situation dans laquelle se retrouve l'entreprise, tenue de boucler ses programmes d'investissement en cours et d'assurer les programmes à venir pour participer au programme de relance économique, notamment industriel. C'est dire donc si la Sonelgaz est confrontée à de sacrés dilemmes par ces temps de rétrécissement de recettes pour le pays.

M. Azedine

## L'ALGÉRIE SOUHAITE D'AVANTAGE D'IMPLICATION DES COMPAGNIES ÉTRANGÈRES

## 60% du domaine minier algérien sont ouvrables à la prospection

**L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), puissance publique auprès des contractants opérant ou désirant investir en Algérie, a réuni hier à son siège les représentants des compagnies pétrolières étrangères partenaires de notre pays. A l'ordre du jour, deux points majeurs : apporter plus de clarifications sur le cadre réglementaire régissant l'ensemble des investissements dans l'amont pétrolier algérien, mais aussi sensibiliser ces compagnies sur la nécessité de s'impliquer dans l'activité de la prospection.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)**  
- Cette rencontre est la seconde du genre après celle ayant eu lieu le 25 novembre dernier. A l'occasion, une présentation a été faite sur le potentiel et la nature des hydrocarbures qui existent sur les différents bassins : huile, gaz et condensat.

Les bassins ciblés sont situés au

Sahara central et le Sud-Ouest algérien. Aussi, le nord de l'Algérie présente lui également des opportunités de prospection, a-t-on relevé. Actuellement, dans le domaine de la prospection, il y a lieu de rappeler que la compagnie nationale Sonatrach opère dans trois périmètres dont un en consortium avec

l'italien Eni, au nord de Timimoun.

Actuellement, le domaine minier global est de l'ordre de 1,5 million de km<sup>2</sup> dont 60% sont ouvrables à la prospection. «Cette journée s'inscrit dans le cadre de la nouvelle synergie que nous souhaitons mettre en place en termes de dialogue et de concertation avec nos partenaires pour d'une part, clarifier et apporter des précisions quant au dispositif légal et réglementaire régissant les activités hydrocarbures, et d'autre part donner l'opportunité à nos partenaires de nous faire part de leurs centres d'intérêts dans l'objectif de promouvoir nos domaines miniers», a déclaré Sid-Ali Betata, président d'Alnaft. A ce titre, le président d'Alnaft a indiqué que les compagnies intéressées par

la prospection peuvent demander l'obtention d'une autorisation de prospection afin de réaliser des activités de prospection, les acquisitions sismiques, les interprétations, les études géologiques, et même des forages stratigraphiques (succession des différentes couches géologiques).

Il a rappelé que le cadre légal a favorisé les compagnies étrangères à s'intéresser à la prospection. Ainsi, la compagnie italienne Eni a obtenu l'autorisation de prospection à la suite des amendements de la loi de 2013. «L'objectif de la journée d'aujourd'hui, c'est d'expliquer plus en détails le processus lié à la prospection, et aussi clarifier aux compagnies intéressées que ce sont de simples demandes à effectuer à

Alnaft avec un programme minimum et un budget prévisionnel pour avoir accès aux informations qui existent et d'en acquérir de nouvelles, leur permettant d'avoir une évaluation sur le potentiel en prévision d'un contrat», note encore Sid-Ali Betata.

De son côté, Djamel Bekkouche, consultant auprès d'Alnaft, a expliqué que la prospection constituait une étape essentielle pour la recherche des hydrocarbures. Dans son discours, le président d'Alnaft a précisé que la voie privilégiée par la loi c'est l'appel à la concurrence, soulignant que la prospection constituait «une étape importante pour la recherche et l'exploration des hydrocarbures».

Y. D.